

Groupe marxiste  
internationaliste

# Plateforme



2013

# Cahiers révolution communiste

- n° 40 CoReP, *Manifeste*, 2024  
n° 39 GMI, *Leçons d'Iran*, 2023  
n° 38 Lénine, Trotsky, *De l'Ukraine*, 1917-1939  
n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975  
n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024  
n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977  
n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977  
n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988  
n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraitées*, 2023  
n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021  
n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976  
n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963  
n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016  
n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019  
n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021  
n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871  
n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913  
n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924  
n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019  
n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, 1936  
n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, 1935  
n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, 1934  
n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017  
n° 17 GMI, *Programme*, 2017  
n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016  
n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917  
n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939  
n° 13 LC, *Manifeste du parti communiste*, 1847  
n° 12 QI, *Manifeste*, 1940  
n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995  
n° 10 Marx, *Salaires, prix et profit*, 1865  
n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016  
n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015  
n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915  
n° 6 Marx, *La crise*, 1847-1875  
n° 5 QI, *Programme*, 1938  
n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015  
n° 3 Chili 1970-1973, 2004  
n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, 1911-1934



Protocole du CCI(T) & du GB  
avril 2012 p. 5

Plateforme du GMI  
avril 2013 p. 11

Statuts du GMI  
avril 2013 p. 35

Présentation de  
*Révolution communiste*  
mai 2013 p. 37

Déclaration du premier mai  
mai 2013 p. 40



Collectif tous ensemble impulsé par le CCI(T), Lyon, 1<sup>er</sup> mai 2009



Appel de 44 postiers impulsé par le GB, Nantes, 28 septembre 2010

# Protocole de rapprochement du CCI(T) et du GB (CoReP)

## **Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'internationale ouvrière révolutionnaire**

### **1 / Le capitalisme a fait son temps**

À travers la crise économique mondiale récurrente, l'impuissance de toutes les « politiques économiques » bourgeoises (tant « libérales » que « keynésiennes »), l'appauvrissement de dizaines de millions de travailleurs et le chômage de masse, le capitalisme fait à nouveau la preuve, pour de larges masses, qu'il constitue désormais un obstacle au progrès, une entrave aux forces productives. Outre qu'il tend à diminuer les libertés démocratiques et les droits des travailleurs, il apparaît de plus en plus comme une menace pour l'humanité à travers le militarisme (dont la multiplication de « puissances nucléaires »), la destruction de l'environnement, les interventions impérialistes et les conflits ethniques, les rivalités inter-impérialistes (exacerbées par la crise de l'Union Européenne, la montée de la Chine et le déclin des États-Unis), le renforcement des partis fascistes ou cléricaux (qui désignent comme cibles les minorités ethniques ou religieuses)...

### **2 / Le socialisme est possible et nécessaire**

Les conditions objectives du passage du mode production capitaliste au socialisme à l'échelle mondiale sont depuis longtemps réunies. La classe ouvrière n'a aucunement disparu dans les vieux pays impérialistes et elle s'est considérablement développée dans les pays capitalistes « émergents » ; partout, par sa place dans les rapports de production, elle a la capacité de transformer les rapports de production et de libérer les forces productives qui étouffent dans le cadre de la propriété privée, du profit et de la nation. Le développement des sciences, des techniques et des moyens de production permet d'envisager une société satisfaisant les besoins de la population mondiale, débarrassée de la propriété privée, de l'ex-

ploitation, des frontières nationales, dont l'économie sera placée sous le contrôle des producteurs associés.

### **3 / La défaite historique que représente le rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine pèse encore sur la classe ouvrière mondiale**

Le stalinisme s'est effondré. Après avoir usurpé le pouvoir des travailleurs en URSS, facilité la victoire du fascisme en Allemagne et en Espagne, subordonné le prolétariat à la bourgeoisie qualifiée de « nationale » ou « démocratique », détruit la 3<sup>e</sup> Internationale, sauvé le capitalisme mondial à la fin de la deuxième guerre mondiale, empêché le pouvoir des travailleurs en Europe centrale, en Chine, au Vietnam, à Cuba... écrasé les révolutions ouvrières qui tentaient d'évincer les bureaucraties privilégiées au pouvoir, le stalinisme a fini par rétablir le capitalisme en Europe centrale, en Russie et en Chine avec un effet dévastateur sur la conscience des masses.

Les débris du stalinisme poursuivent leur rôle réactionnaire au sein des syndicats et sous forme de partis... Le plus souvent, rien ne différencie plus les anciens partis staliniens de la social-démocratie traditionnelle. Parfois, ils ont engendré des partis bourgeois, voire fascistes.

### **4 / Les rapports entre la classe ouvrière et les vieux partis réformistes se sont modifiés**

Les liens de la social-démocratie et de la classe ouvrière se sont distendus. Après avoir détruit la 2<sup>e</sup> Internationale par son ralliement à « l'union sacrée », sauvé le capitalisme à la fin de la première guerre mondiale et isolé la révolution victorieuse en Russie, après avoir fait faillite devant le fascisme, après avoir reconstruit avec les staliniens l'État bourgeois en Italie et en France, après avoir mené des guerres coloniales, elle participe à des gouvernements bourgeois qui imposent l'austérité, privatisent, détruisent les conquêtes sociales. La réintroduction du capitalisme en l'URSS et en Chine avait redonné au capitalisme mondial un élan temporaire dans les années 1990 qui a en même temps renforcé l'adhésion de l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes à sa bourgeoisie. La social-démocratie qui prend appui sur cette couche et la représente s'est ainsi mise à défendre directement et ouvertement le capitalisme et la bourgeoisie. La prétendue « Internationale socialiste » inclut même des partis nationalistes bourgeois dont, jusqu'à leur chute, ceux du despote tunisien Ben Ali, du despote ivoirien Gbagbo, du despote égyptien Moubarak.

La quasi-totalité des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (travailleuses, sociales-démocrates, ex-staliniennes...) ne se réclame plus du

socialisme depuis la restauration du capitalisme dans les principaux États ouvriers.

Dans ces conditions, la classe ouvrière nourrit beaucoup moins d'illusions à l'égard des partis réformistes, même si elle continue à voter pour eux. La crise économique pousse les vieux partis ouvriers bourgeois à droite alors que la classe ouvrière cherche la voie de la révolution prolétarienne.

Cependant, en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, le réformisme renaît de ses cendres sous la forme de nouvelles organisations qui, occupant la place délaissée par les vieux partis réformistes et utilisant un langage apparemment plus radical que ceux-ci, dupent les attentes de la classe ouvrière et de la jeunesse en défendant le « partage des richesses » dans le cadre de l'État bourgeois.

## 5 / La crise mondiale de la direction révolutionnaire du prolétariat n'est aucunement résolue

Aucun processus ne dispensera de la construction consciente du parti mondial de la révolution.

Sans direction révolutionnaire, les syndicats resteront aux mains des bureaucraties corrompues qui privilégient l'aristocratie ouvrière, qui acceptent de s'associer aux attaques des patrons et aux gouvernements, qui sabotent les luttes des travailleuses et des travailleurs.

Sans direction révolutionnaire les travailleurs de Grèce et des autres pays d'Europe sont fourvoyés dans les « journées d'action » en pression sur les gouvernements bourgeois, canalisées vers les élections et fourvoyées dans l'impasse réactionnaire du protectionnisme par les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-chauvins.

Sans direction révolutionnaire, les étudiants et les jeunes chômeurs du Portugal, de Grande-Bretagne, d'Espagne, des États-Unis... sont fourvoyés dans le pacifisme, l'apolitisme et l'illusion d'un capitalisme sans finance par les « Indignés ».

Sans parti ouvrier révolutionnaire, les jeunes chômeurs et les minorités ethniques de Grande-Bretagne sont fourvoyés dans le pillage par le lumpen.

Sans direction révolutionnaire, les femmes, les jeunes et les travailleurs salariés de Tunisie, de Libye et d'Égypte se retrouvent impuissants face à la contre-révolution bourgeoise qui se regroupe derrière les partis islamistes.

Sans direction révolutionnaire, les masses de Syrie sont désarmées militairement et politiquement par l'opposition bourgeoise qui veut préserver l'armée bourgeoise et qui mise sur l'ONU ou la Ligue Arabe.

Sans direction révolutionnaire, le capitalisme sera rétabli à Cuba par la bureaucratie castriste.

Sans direction révolutionnaire, les travailleurs et les jeunes de Russie qui se dressent contre Poutine seront dupés par telle ou telle fraction de la classe dominante.

Sans direction révolutionnaire, l'émergence de conseils, d'organes de type soviétique, est rendue plus difficile.

## **6 / Aucun centre international n'existe depuis la destruction de la 4<sup>e</sup> Internationale**

Or, la 4<sup>e</sup> Internationale fut victime de 1948 à 1951 de la capitulation de sa propre direction (Pablo, Mandel...) devant le stalinisme et le nationalisme bourgeois. La majorité de la section française et celle de la section suisse ont résisté en 1951, la majorité de la section américaine et celle de la section britannique ont résisté en 1953, une fraction internationale a été impulsée par Marcel Bleibtreu et James Cannon en 1953. Mais le Comité International de la 4<sup>e</sup> Internationale a gardé un caractère fédéral, s'est révélé incapable de combattre mondialement le centre liquidateur (le prétendu SI). Les sections « orthodoxes » de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Argentine se sont à leur tour adaptées au nationalisme, à la social-démocratie et au stalinisme...

La confusion est aujourd'hui à son comble. Les multiples courants centristes issus de la liquidation de la 4<sup>e</sup> Internationale bolchevik-léniniste et de la révision de son programme international servent les bureaucraties syndicales, appuient les « partis ouvriers bourgeois » ou postulent à de nouveaux partis réformistes, capitulent devant la réaction bourgeoise islamiste, en appellent à l'ONU, justifient les interventions impérialistes, s'intègrent à des fronts populaires (comme LO lors des élections municipales de 2008), etc.

Nombre de leurs directions, en outre, font régner en leur sein un autoritarisme étranger au bolchevisme pour prévenir toute mise en cause de leur opportunisme.

Le discrédit jeté sur le « trotskysme » par ses épigones a permis aux anarchistes et aux stalino-maoïstes de survivre ou de reprendre pied dans certains pays.

## 7 / Avancer vers l'internationale ouvrière révolutionnaire et le parti ouvrier révolutionnaire

Le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut se fonder que sur un programme international correspondant à l'époque du capitalisme décadent, à l'époque de l'impérialisme. Les questions de tactique nationale, certes importantes, ne peuvent être correctement abordées et résolues que sur la base d'un programme international. Tous les noyaux communistes internationalistes doivent donc s'efforcer de regrouper leurs forces sur la base d'un tel programme pour construire le parti mondial de la révolution socialiste et ses sections nationales.

Leur accord reposera sur une analyse commune des principaux événements mondiaux et de la stratégie mondiale du prolétariat révolutionnaire.

Cela comprend, sans requérir l'unanimité sur une évaluation exhaustive de l'histoire, de s'entendre sur le caractère définitivement réactionnaire du réformisme et les conséquences à en tirer : depuis un siècle, il n'y a plus de place pour un bon réformisme « honnête » et progressiste, il n'y plus de parti commun possible entre les internationalistes et les chauvins. Les prétentions à construire un parti large avec les anarchistes, les sociaux-démocrates « de gauche », les staliniens détroqués, les écologistes, les prétentions à refaire la 1<sup>re</sup> Internationale ou la 2<sup>e</sup> Internationale ne sont que le camouflage du passage au réformisme et au social-patriotisme.

Il est nécessaire de s'entendre également sur la restauration capitaliste par la bureaucratie stalinienne en Europe centrale, en Russie et en Chine, sur le danger mortel de toute adaptation au nationalisme bourgeois, sur la dégénérescence de toutes les branches issues de la 4<sup>e</sup> Internationale et l'irréversibilité de sa destruction.

Le prolétariat a besoin d'air frais, d'une stratégie de révolution permanente et d'une organisation de combat, c'est-à-dire d'une internationale communiste basée sur le programme international du prolétariat révolutionnaire, dont l'axe sera la dictature du prolétariat comme moyen de bâtir la société sans classe et sans frontières.

Sur cette base, le CCI(T) et le GB [CoReP] ont décidé de discuter et collaborer en vue de poser les jalons du parti révolutionnaire en France et de l'internationale révolutionnaire. Ils invitent tous les militants, courants et organisations communistes internationalistes à se joindre à cet effort.

8 avril 2012

Comité communiste internationaliste (trotskyste)  
Groupe bolchevik (section française du Collectif révolution permanente)



1<sup>re</sup> Conférence du GMI, Paris, 8 avril 2013



Forum du GMI, Presles, 8 juin 2025

# Plateforme du Groupe marxiste internationaliste

## **Pour le communisme, pour en finir avec le capitalisme**

La conférence d'avril 2013 des militants du comité CCI(T) et du GB, au terme d'une année de rapprochement et de travail en commun en France :

- protocole (avril 2012), assemblée commune (septembre 2012), réunion mensuelle d'une direction provisoire commune, publication d'un bulletin intérieur commun, articles communs dans les bulletins *CPFC* et *RS*
- positions sur le « sommet social » (janvier 2012), sur l'élection présidentielle (mai 2012), sur les élections législatives (mai 2012), l'automobile (septembre 2012), le « pacte social » (novembre 2012), la sidérogie (décembre 2012), l'immigration (décembre 2012), le mariage homosexuel (décembre 2012, janvier 2013), l'accord de flexibilité (janvier 2013), l'enseignement primaire et secondaire (janvier, février 2013), l'enseignement supérieur et la recherche (février 2013)

et internationalement avec le Collectif révolution permanente :

- sur la révolution au Maghreb (avril 2012, février 2013)
- sur les grèves en Afrique du Sud (août 2012)
- sur les élections au Venezuela (octobre 2012)
- sur l'intervention israélienne à Gaza (novembre 2012)
- sur l'intervention de notre impérialisme au Mali (janvier 2013)

décide de constituer le Groupe marxiste internationaliste sur les bases suivantes.

## **Notre but est le communisme**

Notre but est le communisme, c'est-à-dire un mode de production sans classe sociale et sans inégalité, sans État et sans frontière, articulant un haut niveau de forces productives, grâce à la science et à la technique, avec l'organisation de la production et de la vie sociale par tous les êtres humains, intégrant le souci de l'environnement de l'espèce humaine comme garantie de son avenir. L'abondance matérielle, la contribution de chacune et de chacun à la production en fonction de ses capacités, le temps libéré pour la vie collective et personnelle, la planification consciente sont les conditions de l'égalité réelle et de l'épanouissement des individus.

## **Le capitalisme jette les bases du communisme**

Le capitalisme est un mode de production qui a eu pour mérite historique de créer les conditions de son propre dépassement en direction du mode de production communiste. D'une part, par l'industrie moderne et l'application de la science à la production, la mise en relation de toutes les sociétés autrefois isolées par le marché mondial, l'amélioration des moyens de transport et de communication et le brassage migratoire ; d'autre part, par la destruction des rapports sociaux précapitalistes, la sape involontaire du patriarcat, l'engendrement d'une classe sociale mondiale potentiellement révolutionnaire en dépit du fétichisme et de l'aliénation dont sont victimes toutes les classes dans le capitalisme, en dépit de la domination économique, politique et idéologique par la bourgeoisie dont sont victimes toutes les autres classes et particulièrement le prolétariat moderne.

Néanmoins, le capitalisme, même à sa période progressiste, quand la bourgeoisie ascendante se heurte aux anciennes classes dominantes, à la monarchie et à la religion, reste une société de classes, reposant sur l'exploitation, le pillage du monde, sur l'appauvrissement et la précarisation des producteurs, l'oppression de nationalités minoritaires et l'asservissement des peuples vaincus, la poursuite de la soumission des femmes et des jeunes...

Avec le mode de production capitaliste, apparaissent déjà des crises économiques d'un nouveau type, qui sont caractérisées non par la sous-production (de valeurs d'usage), mais par la surproduction (de valeurs d'échange). Les facteurs de crise sont la thésaurisation, la disproportion des différents produits, l'insuffisance des débouchés, la spéculation, la suraccumulation de capital, la hausse de la composition organique du capital... Certaines crises économiques restent cantonnées à un pays ou plusieurs pays, mais les plus graves pren-

nent une dimension mondiale. La cause immédiate qui la déclenche est variable, mais l'accumulation du capital et le taux de profit jouent un rôle central dans leur déclenchement comme dans leur résorption.

### L'impasse du capitalisme au stade impérialiste

Depuis plus d'un siècle, le rôle progressiste du mode de production capitaliste est achevé, comme l'ont analysé à ce moment-là Luxemburg (1911), Boukharine (1915), Lénine (1916)... Les modes de production précapitalistes ont été disloqués dans le monde entier. Si les formes archaïques de propriété, d'exploitation et de répartition sont loin d'avoir disparues, elles ont perdu leur cohérence car toutes les formations sociales sont désormais soumises à la domination mondiale des rapports capitalistes de production.

Désormais, les entreprises atteignent une taille telle qu'elles entretiennent des liens directs et intenses avec leur État bourgeois et qu'elles peuvent s'entendre entre elles pour partager les marchés. Elles deviennent « multinationales » en ce sens qu'elles exploitent les travailleurs de plusieurs pays et vendent au-delà de leur pays d'origine, voire de leur continent d'origine (c'est le cas de la fraction hégémonique de la bourgeoisie française symbolisée par le CAC 40 de la Bourse de Paris). Les grandes entreprises capitalistes prennent une dimension financière même quand elles sont d'origine industrielle ou commerciale (sociétés par actions, cotation en bourse, constitution de groupes et gestion d'un ensemble d'entreprises, placement de la trésorerie, spéculation, liens durables avec des banques et des compagnies d'assurances, fondation au sein des groupes industriels et commerciaux de filiales bancaires et de sociétés de crédit, etc.). Quand le capitalisme entre dans la phase impérialiste, il prend des traits parasitaires et rentiers.

La décadence du capitalisme provient d'une contradiction grandissante entre les forces productives et les rapports de production capitalistes. Survivant grâce aux trahisons des bureaucraties ouvrières, le capitalisme poursuit sa tendance à l'internationalisation et à la socialisation de l'économie de manière inégale, incomplète, difforme et réversible : domination de la plupart des activités économiques par de gigantesques groupes capitalistes transnationaux, prise en charge de la formation et reproduction de la force de travail par l'État (ou des organismes de sécurité sociale à son initiative et sous son contrôle), accords régionaux entre États (UE, ALENA, MerCoSur, ASEAN...), constitution d'organisations interétatiques à vocation mondiale (FMI, BM, OMC, BRI...).

## **Le capitalisme décadent entrave le développement des forces productives**

Le capitalisme de l'époque impérialiste manifeste son caractère réactionnaire par la régression politique et idéologique de la bourgeoisie : multiplication des États nationaux alors qu'elle fut capable d'unifier l'Allemagne, l'Italie ou les États-Unis, cléricisme et obscurantisme alors qu'elle mena la lutte pour la science et contre la religion, restriction des libertés démocratiques alors qu'elle lutta au nom du gouvernement du peuple contre la monarchie absolue.

Le capitalisme en déclin entrave les forces productives par la subordination au profit, par le maintien de l'État national (particulièrement rétrograde dans un continent émietté comme l'Europe où les frontières se sont multipliées à la fin du 20<sup>e</sup> siècle), par les opérations de maintien de l'ordre impérialiste (avec ou sans l'aval de l'ONU, dont bon nombre avec la participation de l'armée française), par les rivalités entre les puissances impérialistes (dont font partie désormais la Russie et la Chine) qui ont alimenté les « conflits ethniques » ou « religieux » les plus barbares en Afrique, en Europe (éclatement de la Yougoslavie) et au Proche-Orient. La survie du capitalisme entraîne le gaspillage des forces productives par la mise à l'écart permanente d'une partie significative de la population, la publicité, l'hypertrophie des appareils de surveillance, de répression et d'incarcération, le militarisme, les guerres, les crises économiques, la pollution, le réchauffement climatique, la désertification, l'appauvrissement de la biodiversité...

### **La destruction périodique des forces productives est la condition des périodes d'accumulation du capital**

Plus encore qu'à l'époque du capitalisme ascendant, les crises économiques et les conflits entre les bourgeoisies dominantes tendent à prendre un caractère mondial. Mais la crise historique du mode de production capitaliste ne signifie pas qu'aucun pays ne puisse se développer, ni que la croissance économique soit impossible. Par la destruction de capital sous toutes les formes (capital argent, capital constant, capital variable, capital marchandise), les grandes crises économiques mondiales (1873, 1929, 1973, 2008...) et les guerres impérialistes (1914, 1939...) repartagent le monde entre les principales bourgeoisies et créent les conditions des phases de croissance mondiale. Tant qu'il n'aura pas été renversé, l'humanité payera un prix de plus en plus exorbitant à la survie du capitalisme.

La crise de 1929 n'a été surmontée que par les défaites du prolétariat (en Chine, en URSS, en Allemagne, en Espagne...), l'économie d'armement et la préparation de la guerre par l'Allemagne sous Hitler, le Japon sous Hi-

rohito et les États-Unis sous Roosevelt, les destructions colossales dues à la guerre (en Europe et en Asie), puis, après la guerre, l'économie d'armement et la « guerre froide » des États-Unis contre l'État ouvrier et la révolution en Asie ou en Amérique latine.

La période d'accumulation qui a accompagné l'hégémonie américaine d'après-guerre et son sauvetage, avec l'aide de la bureaucratie du Kremlin, du capitalisme en Europe occidentale et au Japon, a permis l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière dans les centres impérialistes, car elle a reposé sur le mécanisme de la plus-value relative (l'augmentation de la productivité du travail) et l'exploitation des pays dominés. Ces gains ont pu servir pour légitimer le réformisme des partis et des syndicats corrompus par la bourgeoisie impérialiste (sous forme de « rêve américain » ou plus prosaïquement de « grain à moudre »).

Cependant, les concessions aux prolétariats des pays impérialistes pour contenir la révolution et assurer la reproduction des rapports d'exploitation, la survie de l'URSS grâce à l'héroïsme de son prolétariat, l'expropriation du capital en Europe centrale, en Chine, au Vietnam et à Cuba, la renaissance des impérialismes allemand et japonais, la dislocation du système monétaire international fondé sur le dollar, l'énorme accumulation de capitaux et la baisse du taux de profit ont abouti à la crise économique mondiale de 1973. Celle-ci n'a été surmontée que par des attaques victorieuses contre la classe ouvrière dans les pays impérialistes (par exemple, en France, c'est le gouvernement d'Union de la gauche - comprenant le PS et le PCF- qui a fait remonter le taux de profit à partir de 1982) et la défaite gigantesque des producteurs des États ouvriers dégénérés (avec la restauration du capitalisme en Allemagne de l'est en 1989, dans les pays d'Europe centrale, en Russie en 1991, en Chine en 1992... sous la pression de la bourgeoisie mondiale conduite par l'impérialisme américain).

La crise de 2008 n'a été surmontée que par de nouveaux reculs infligés aux prolétariats du Japon, d'Europe occidentale et des États-Unis, par le sauvetage national, pays par pays, des groupes de la finance et de l'automobile par les mêmes gouvernements bourgeois (et les mêmes banques centrales) qui invoquaient auparavant le libéralisme pour justifier les privatisations, le démantèlement des services publics, par la baisse du salaire indirect voire du salaire direct.

Si, dès 2010, le PIB mondial a remonté et si l'intervention publique a empêché l'effondrement du système financier et a limité la récession mondiale, la destruction du capital a été insuffisante pour assurer un redressement net du taux de profit. En outre, l'emprise de la finance et le parasitisme n'ont pas été jugulés mais démultipliés par les prêts gouvernementaux aux banques et les politiques monétaires

« accommodantes » des banques centrales, ce qui jouera un rôle dans la prochaine crise mondiale. Déjà, les déficits et les dettes publiques causent l'affaiblissement de l'Union européenne, le maillon faible des puissances capitalistes, à cause de la contradiction entre d'une part ses accords d'unification partielle (marché unique, euro, mécanisme européen de stabilité...) et d'autre part la rivalité persistante entre les vieux États nationaux, particulièrement entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne (concurrence fiscale, diplomatie contradictoires, interventions militaires indépendantes voire opposées...).

### La soumission des prolétaires au patriotisme les voue à la surexploitation et à la guerre

Les directions actuelles de la classe ouvrière ont toutes en commun de vouloir subordonner les exploités à leurs exploiters, quitte à se diviser sur la fraction de la bourgeoisie qu'elles courtisent. En France, bien que tous les réformistes défendent la « citoyenneté » (c'est-à-dire la collaboration de classe), « la nation » (c'est-à-dire leur bourgeoisie) et « la République » (c'est-à-dire l'État bourgeois), le PS mise sur la fraction du capital français le plus mondialisé et européen, tandis que le PCF et le PdG défendent plutôt celle du capital la moins concentrée et la plus nationale.

Or, le prolétariat n'a pas à choisir entre les différentes fractions de la bourgeoisie nationale, ni entre les différentes bourgeoisies nationales, ni entre « keynésianisme » ou « néo-libéralisme ». Aucun changement de forme de l'État bourgeois (comme une « 6<sup>e</sup> République » en France ou le « bolivarianisme » au Venezuela), aucune « politique économique » dans le cadre du capitalisme, pas plus l'austérité budgétaire que la relance inflationniste, n'améliore le sort des salariés.

La soumission des producteurs à leurs exploiters, l'acceptation de la compétition avec les entreprises concurrentes et les autres pays, au moyen du « dumping fiscal », de la « guerre des monnaies », de la restriction de l'immigration, de la course sans fin à la compétitivité nationale, du protectionnisme rétrograde (qu'il soit à l'échelle continentale comme le préconise par le PS ou qu'il soit à l'échelle française comme le préconisent le PCF et le PdG) ne sauraient rajeunir le capitalisme et empêcher les crises économiques. Plus que jamais, en temps de crise, les sociaux-traîtres aident les capitalistes et divisent les travailleurs. Ainsi, toute « politique de l'immigration », toute « politique économique » exige des sacrifices de la part des travailleurs, elle divise leurs rangs. La « guerre économique » est le prélude de la guerre tout court.

## La classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire

Il n'y aura pas de crise finale qui emportera le capitalisme sans intervention consciente de l'humanité. Seule la révolution socialiste peut mettre fin à l'impérialisme.

La classe ouvrière est le produit du mode de production capitaliste. Contrairement à ce qu'affirment les partis réformistes pour justifier leur opportunisme, elle ne s'est pas réduite spectaculairement. La classe ouvrière ne se borne pas aux ouvriers de l'industrie manufacturière : elle est composée de tous les travailleurs salariés dont la force de travail est achetée par du capital, indépendamment de leur qualification, de l'objet du travail (matériel ou non) et de la spécialisation du capital qui l'emploie (industrie, commerce, finance...). La classe ouvrière croît numériquement à l'échelle mondiale avec l'accumulation mondiale du capital, même si son extension s'accompagne, à cause de la hausse de la composition organique du capital, d'une armée de réserve mondiale considérable et, à cause de la concentration et de la centralisation du capital, du développement d'une nouvelle petite bourgeoisie (salariée) qui sert à l'encadrement hiérarchique des prolétaires dans l'entreprise capitaliste et dans la fonction publique.

La classe ouvrière est le seul fossoyeur possible du mode de production capitaliste, comme l'ont annoncé dès 1838 le mouvement chartiste en Grande-Bretagne et la révolution de 1848, puis la Commune de 1871 en France, comme l'a confirmé la révolution russe en octobre 1917. En effet, la bourgeoisie avait déjà renoncé à la révolution démocratique en 1848 en Allemagne, s'était révélée incapable d'émanciper les Noirs au sud des États-Unis en 1865 et avait failli dans la révolution russe de 1905. Plus encore, quand le capitalisme entre en déclin, la bourgeoisie devient pleinement réactionnaire.

Désormais, la seule classe révolutionnaire est la classe ouvrière et non les paysans, les déclassés, les étudiants ou les cadres. D'une part, le prolétariat est la seule classe sociale vraiment mondiale au moment où l'État national devient un frein au développement des forces productives. Il a, seul, la capacité de renverser le capitalisme et de construire le socialisme par son nombre, sa place centrale dans la production, sa concentration dans des groupes capitalistes gigantesques, son opposition frontale au capital qui l'exploite. Les autres classes ou couches sociales ne peuvent jouer durablement un rôle indépendant, elles doivent, en dernière analyse, se rallier à l'une des deux classes fondamentales des formations sociales contemporaines : soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. C'est pourquoi le parti révolutionnaire n'est pas le « parti des luttes », un millefeuille d'anticapitalisme, d'écologisme, de féminisme...

## Notre stratégie est la révolution permanente

La révolution permanente (systématisée par Trotsky en 1928) est la stratégie qui correspond à la phase impérialiste. Elle part de la lutte des classes mondiale. Elle abandonne le « front unique anti-impérialiste » car elle établit que la révolution, même dans les pays qui n'ont pas connu de révolution démocratique, doit être dirigée par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie laborieuse, les étudiants des villes... Elle ne peut reposer en aucun cas sur la bourgeoisie nationale, pas plus sa fraction cléricale la plus réactionnaire que sa fraction prétendument démocratique. Il s'ensuit qu'il ne peut être question de soutenir électoralement des partis comme l'ANC en Afrique du Sud.

La réalisation des tâches démocratiques dans les pays arriérés requiert une direction prolétarienne qui ne pourra se borner aux tâches démocratiques mais revêtera un aspect socialiste par la mise en cause de la propriété privée. À plus forte raison, il ne saurait y avoir d'alliance avec la bourgeoisie dans les pays impérialistes, même si certaines tâches démocratiques n'ont pas été accomplies par la bourgeoisie ou ont été annulées par le fascisme ou la dictature militaire.

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante peut certes rencontrer un large écho quand les masses qui ont été privées de tous les droits démocratiques, électoraux ou d'organisation, jettent à bas la dictature et cherchent par quoi la remplacer. Mais le mouvement vers l'Assemblée constituante, qui est avant tout initié par les fractions bourgeoises, petites bourgeoises et les appareils contre-révolutionnaires cherchant à reconstruire l'État bourgeois disloqué, ne peut être utilisé tactiquement par le parti révolutionnaire que pour défendre ouvertement la ligne des conseils ouvriers, de la prise du pouvoir et du gouvernement ouvrier. Sinon, l'Assemblée constituante se transforme inévitablement, comme en Italie et en France en 1944, comme en Tunisie en 2011 et en Libye en 2012, en un instrument pour empêcher l'apparition de soviets et pour reconstruire l'État bourgeois.

S'il faut résumer notre programme, c'est la dictature du prolétariat.

### Toute revendication transitoire mène à une conclusion, la conquête du pouvoir

Les sociaux-patriotes (en France, le PS, le PdG, le PCF, les directions de FO, de la CGT, de l'UNSA, de la FSU...), en défendant « l'intérêt national » et en présentant l'État comme un arbitre au-dessus des classes, désarment le prolétariat face aux restructurations des groupes capita-

listes (qui n'ont rien de spécifiquement boursier), ce qui les conduit fatalement à accepter de négocier la flexibilité pour les uns et les licenciements pour les autres.

La lutte pour le communisme nécessite d'avancer des revendications transitoires reliant les luttes quotidiennes à la révolution socialiste. Ces mots d'ordre doivent donc poser la question du contrôle ouvrier sur la production, de l'expropriation des grands capitalistes sans indemnité ni rachat, du gouvernement des travailleurs. Dans notre perspective, la lutte pour l'emploi, pour le logement, pour la santé, pour la formation, contre la répression de l'État bourgeois et des bandes patronales et fascistes qui lui sont liées, passe par l'auto-organisation des travailleurs, des jeunes sur les lieux de travail, de formation et de vie. Les soviets ou conseils recourent aux méthodes de la révolution prolétarienne : grève générale, piquets de grève, contrôle ouvrier et populaire sur la production et la répartition, désarmement de la contre-révolution, manifestations de masse, insurrection... pour instaurer le pouvoir des travailleurs sous la direction du parti ouvrier révolutionnaire.

Mais les mots d'ordre démocratiques et même les mots d'ordre transitoires deviennent une mystification réformiste s'ils sont présentés, comme le font ouvertement LO, le NPA et le POI en France, comme possibles dans le cadre du capitalisme.

En conséquence de la stratégie de la révolution permanente, les communistes s'opposent à tout gouvernement bourgeois, fût-il composé uniquement de partis ouvriers bourgeois, et à la collaboration de classes, en particulier sous la forme du front populaire qui, quel que soit le nom qu'il prend, est toujours un bloc politique des partis ouvriers avec la bourgeoisie sur le terrain des rapports d'exploitation et de l'État bourgeois. À la collaboration de classe, au gouvernement bourgeois, nous opposons la perspective d'un gouvernement ouvrier, comme appellation populaire de la dictature du prolétariat.

En France, l'OCI et le PCI ont révisé le programme au nom de « l'indépendance des syndicats » transformée par Lambert en indépendance vis-à-vis des partis politiques, du « front unique » transformé par Lambert en stratégie, du « gouvernement ouvrier » transformé par Lambert en gouvernement des partis ouvriers bourgeois.

Le gouvernement ouvrier n'est en aucun cas un gouvernement de sociaux-traîtres à la tête de l'État bourgeois. La tactique du front unique ouvrier et l'adresse aux partis ouvriers bourgeois : « *rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir* » ne sont pas parlementaires, elles ne découlent pas d'une majorité dans une assemblée bourgeoise. Le front

unique s'adresse aux organisations de masse des travailleurs pour lutter contre les capitalistes, leur État, leurs bandes armées, même si c'est, au départ, de manière défensive ou pour des revendications démocratiques ou économiques élémentaires. La lutte de classe menée sous la forme du front unique débouche, en pratique, vers la lutte révolutionnaire et l'affaiblissement des bureaucraties qui ne peuvent l'assumer jusqu'au bout. La forme suprême du front unique ouvrier est donc le conseil, le soviét.

Cette tactique est toujours subordonnée à la révolution socialiste qui nécessite le renversement violent de l'ordre existant sous la direction du parti ouvrier révolutionnaire.

### **Pour la destruction de l'État bourgeois, pour la dictature du prolétariat**

À l'époque du capitalisme en déclin et de l'hypertrophie de l'appareil répressif de l'État bourgeois, la transition au socialisme ne peut s'ouvrir que par la prise du pouvoir par le prolétariat, par l'armement du peuple, par l'insurrection, par la destruction de l'État bourgeois.

Les élections ne peuvent défaire la bourgeoisie. Les travailleurs ne peuvent se fier à l'État bourgeois (stratégie trompeuse du PS, du PdG, du PCF), ils ne peuvent se contenter d'effrayer la bourgeoisie pour améliorer leur sort tout en restant exploités au sein du mode de production capitaliste (stratégie illusoire de LO et du NPA qui n'est qu'une variante du réformisme précédent). Ils doivent arracher le pouvoir à la bourgeoisie (stratégie de l'Internationale communiste et de la 4<sup>e</sup> Internationale). Tant que la bourgeoisie conserve son État, elle conserve sa liberté d'agir, de comploter et de réprimer, elle limite la portée des conquêtes sociales, les détourne avant de les abolir une par une à la première occasion. En outre, si la bourgeoisie se sent menacée, elle recourt à des coups militaro-policiers comme en France en 1940 et en 1958, voire au fascisme.

Par conséquent, le prolétariat ne saurait en appeler à l'État bourgeois contre les racistes et les fascistes. Dans le cadre du capitalisme en déclin faire confiance à l'appareil répressif de l'État bourgeois est une révision du programme révolutionnaire et une trahison du prolétariat qui s'y heurte et s'y heurtera plus encore s'il tente de s'émanciper. Or, LO a soutenu en 2001 les mouvements de policiers et de gendarmes dirigés par le RPR (aujourd'hui UMP) et le FN contre le gouvernement à participation PCF et PS. Puis LO a appelé en 2005 et 2008 à renforcer la « police de proximité ».

Les tribunaux, les différentes polices, la gendarmerie, l'armée et les services secrets garantissent les rapports capitalistes d'exploitation, sont utilisés quotidiennement contre les grèves, contre les manifestations de travailleurs et de jeunes (en France, le GIGN et le GIPN, constitués offi-

ciellement contre le grand banditisme, ont déjà été utilisés contre des postiers et des marins en grève), contre les peuples opprimés dans les frontières actuelles (le GIGN a liquidé des militants kanaks sur ordre de Mitterrand en 1985), contre les pays dominés, contre l'avant-garde ouvrière organisée.

En réalité, la classe ouvrière et ses alliées ont la force de bâillonner les racistes et d'écraser le fascisme dans l'œuf sur les lieux de travail et dans la rue. Les masses ont besoin de piquets de grève, de milices ouvrières, de gardes rouges pour se défendre et remporter l'insurrection qui mettra à bas l'État bourgeois.

À la 5<sup>e</sup> République, nous opposons non une 6<sup>e</sup> République bourgeoise, mais la République ouvrière et socialiste sur le modèle de la Commune de Paris de 1871 et du congrès panrusse des soviets de 1917. La prise du pouvoir instaure l'État à bon marché, où chaque élu ou élue ne touche pas plus qu'un ouvrier qualifié. Le pouvoir des conseils est celui de l'immense majorité, où tout(e) élu(e) sera révocable à tout instant. L'État ouvrier est ainsi un État qui commence à dépérir. Si les conseils dirigent l'économie et si la révolution prolétarienne s'étend au reste du monde, la dictature du prolétariat se dissout dans le mode de production socialiste-communiste.

### **La scission du mouvement ouvrier par les « réformistes »**

Pour qu'il puisse accomplir ses tâches historiques, alors qu'il est une classe subalterne et exploitée, le prolétariat doit disposer de son parti. Le lien entre théorie communiste et classe ouvrière qui avait été établi par les efforts patients de la Ligue des communistes (1847-1852), de la fraction marxiste de l'Association internationale des travailleurs (1864-1872), des partis « collectivistes » et « sociaux-démocrates » de l'Internationale ouvrière (1889-1914), de la « Gauche de Zimmerwald » (1915-1919) et de l'Internationale communiste (1919-1923) a été dénoué par les bureaucraties syndicales, travaillistes, sociales-démocrates (au sens post-1914), stalinienne. Plus que jamais à l'époque de la décadence du capitalisme, le véritable parti ouvrier ne peut être que communiste.

Le mérite historique de la 2<sup>e</sup> Internationale (IO) est de fournir un cadre sous hégémonie marxiste aux organisations de masse du prolétariat, forgées contre la bourgeoisie en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie. Mais la période de progrès continus du mouvement ouvrier a aussi son revers, la bureaucratisation du mouvement ouvrier sous la pression bourgeoise, dont la première affirmation s'est produite au sein même du parti phare de l'Internationale, le SPD allemand, sous la forme du « révisionnisme » (1897) en lien avec l'influence du Parti travailliste britannique dont le programme est ouvertement bourgeois : le socialisme à la Webb et à la Bernstein est pacifiste, électoraliste et étatiste.





Les « partis ouvriers bourgeois » au sens de Lénine (1916) se sont constitués dans tous les pays impérialistes, à partir des confédérations syndicales, des partis travaillistes, des partis sociaux-démocrates (officiellement marxistes) de la 2<sup>e</sup> Internationale. Ils reflètent les aspirations d'une aristocratie ouvrière et surtout la mutation des appareils des organisations ouvrières de masse en bureaucraties qui sont autant d'agences politiques de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Cette subordination à la bourgeoisie, qui se manifeste avec éclat par le soutien à la guerre impérialiste en 1914, voire par l'entrée dans les gouvernements « d'union sacrée » de bureaucrates syndicaux et de chefs sociaux-impérialistes (en France ceux de la CGT « syndicaliste-révolutionnaire » comme ceux de la SFIO, qu'ils soient antimarxistes de toujours ou renégats du marxisme) conduit à la scission irréversible du mouvement ouvrier entre les internationalistes et les sociaux-patriotes, entre les révolutionnaires et les traîtres.

Le « centrisme » est le courant politique qui prétend surmonter cette division ; en fait, tout en reprenant le vocabulaire de la révolution, le centrisme soumet en pratique le prolétariat au « réformisme », donc à la classe dominante.

Le massacre généralisé et la révolution russe confèrent dans le monde entier un écho à la révolution socialiste mondiale et au programme communiste qu'incarnent le Parti bolchévik et l'Internationale communiste fondée en 1919. Malgré tout, la domination économique, idéologique, politique de la bourgeoisie sur le prolétariat ne disparaît pas comme en témoignent la survie des directions syndicales et des partis politiques sociaux-patriotes à l'issue de la première guerre mondiale.

Sous l'impulsion de Lénine et de Trotsky, l'Internationale communiste tient compte des échecs de la révolution prolétarienne en Europe causés par l'absence de parti communiste ou par son inexpérience, de la stabilisation temporaire du capitalisme, de la reconstruction d'une « 2<sup>e</sup> Internationale ». Elle exige des partis communistes le travail dans les syndicats de masse, la participation aux élections, des tactiques de front unique en direction des directions réformistes pour les démaquer par l'action et non seulement par la propagande.

### **La dégénérescence de l'URSS et le stalinisme**

Mais l'isolement du pouvoir des soviets et les destructions opérées par la guerre inter impérialiste, les interventions étrangères, la guerre civile, le bas niveau économique et culturel du pays permettent la constitution d'une bureaucratie de l'État qui échappe au contrôle du parti révolutionnaire et à celui du prolétariat industriel. La défaite de l'Opposition de gauche du PCUS (1924) puis celle de l'Opposition unifiée

(1927) ne sont pas une querelle d'héritiers à la mort de Lénine, mais une contre-révolution politique qui, tout en préservant temporairement certains acquis d'Octobre (propriété collective des principaux moyens de production, monopole du commerce extérieur...), donne le pouvoir à la couche privilégiée des fonctionnaires de l'État ouvrier. Celle-ci contrôle désormais le parti qui devient sa couverture, invente l'idéologie antimarxiste du « socialisme dans un seul pays », collectivise brutalement l'agriculture (1929) et instaure dans l'État ouvrier dégénéré un régime d'autant plus despotique (1934) qu'il s'exerce au nom du prolétariat. Car toute activité autonome de celui-ci représente pour la bureaucratie une menace intolérable. Les dirigeants bolcheviks eux-mêmes sont calomniés, emprisonnés, torturés et assassinés.

Avec la contre-révolution politique en URSS, la bureaucratisation du mouvement ouvrier international atteint une dimension inédite. Aux bureaucraties travaillistes et sociales-démocrates s'ajoutent désormais les bureaucraties stalinienne, coiffées par celle de l'URSS à la tête d'un État. Toutes sont des organes de la bourgeoisie mondiale au sein des organisations issues du combat de la classe ouvrière (syndicats, partis ouvriers, État ouvrier). La bureaucratie russe combat la révolution prolétarienne dans le monde entier car celle-ci conduirait à la révolution politique en URSS et à sa liquidation violente par les travailleurs de l'URSS. Après avoir divisé le prolétariat allemand face à la menace fasciste avec la ligne gauchiste du « social-fascisme » qui aboutit à la défaite sans combat du prolétariat le plus puissant d'Europe (1933), le stalinisme détruit l'Internationale communiste comme organisation révolutionnaire. Ses sections sont subordonnées à la bourgeoisie, d'abord dans les pays dominés au nom du « front uni-anti-impérialiste », puis dans les pays impérialistes eux-mêmes au nom du « front populaire ». Dans chaque situation révolutionnaire, le parti stalinien joue un rôle décidé et décisif contre la révolution prolétarienne : France 1936, Espagne 1936-1938, Italie 1943-1945, Grèce 1944-1945... En 1944-1945, après avoir subordonné la classe ouvrière à sa propre bourgeoisie et au général réactionnaire De Gaulle, le PCF désarme les travailleurs, reconstruit l'État bourgeois, dénonce les grèves et participe à la reconstitution de l'empire colonial. Thorez est ministre d'État de 1945 à 1946. En 1968, le PCF sauve la 5<sup>e</sup> République contre le mouvement de la jeunesse et la grève générale. Il participe de nouveau au gouvernement bourgeois de 1981 à 1984, puis de 1997 à 2002.

Par ailleurs, la dégénérescence de l'URSS et de l'Internationale communiste, les zigzags politiques des partis staliniens, leurs méthodes répugnantes, le comportement de « l'Armée rouge » en Allemagne, le sort des prolétaires russes, hongrois, allemands, polonais, chinois dans les régimes staliniens ont considérablement renforcé l'idéologie dominante et

assuré la survie de leurs prédécesseurs et concurrents : le Parti travailliste et la direction du TUC en Grande-Bretagne, le SPD et la bureaucratie DGB en Allemagne, le PS-SFIO et les bureaucraties syndicales FO et FEN en France, voire le renouveau du PSOE et du PSP en Espagne et au Portugal dans les années 1970.

## Le drapeau du communisme révolutionnaire, de l'internationalisme est relevé en 1933 par la 4<sup>e</sup> Internationale

L'Opposition de gauche internationale de l'IC, après avoir tenté de redresser la 3<sup>e</sup> Internationale de 1930 à 1933, tire les leçons de la victoire du nazisme et du tournant vers les fronts populaires qui anéantit la délimitation des communistes internationalistes envers les sociaux-patriotes prosternés devant leur bourgeoisie. Les bolcheviks-léninistes proclament la 4<sup>e</sup> Internationale en 1938 pour résoudre le problème de la trahison de la 3<sup>e</sup> Internationale stalinisée, s'ajoutant à celle de la 2<sup>e</sup> Internationale, alors que les conditions objectives de la révolution socialiste sont réunies depuis longtemps.

Si le marxisme n'est pas totalement prostitué en France par la sociale-démocratie à la Guesde et à la Mollet ou par le stalinisme à la Thorez et à la Marchais, si le communisme survit aujourd'hui comme combat pratique et comme programme à l'échelle mondiale, c'est grâce avant tout aux militants de la 4<sup>e</sup> Internationale qui l'ont incarné dans tous les continents, malgré les persécutions non seulement de la bourgeoisie mondiale, mais des bureaucraties contre-révolutionnaires à la tête des États ouvriers et des organisations de masse de la classe ouvrière.

Le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale (1933-1940) reprend le programme de l'Internationale communiste (impérialisme comme période de guerres et de révolutions, internationalisme, destruction de l'État bourgeois, nécessité des soviets et du parti révolutionnaire, intervention dans les organisations de masse, travail chez les conscrits, participation aux élections, lutte contre l'oppression nationale et la domination impérialiste, front unique ouvrier...). Pour tenir compte de la lutte des classes mondiales des années 1920 et 1930, elle écarte le « front uni anti-impérialiste » et enrichit le programme (révolution permanente à l'échelle mondiale, convergence du stalinisme avec la sociale-démocratie, URSS comme État ouvrier dégénéré, révolution politique contre la bureaucratie étatique, lutte contre le fascisme...).

Le meilleur hommage à rendre à tous les révolutionnaires victimes de la bourgeoisie et de la bureaucratie complice, à Ignace Reiss, Ivan Smirnov, assassinés en 1936 par les staliniens ; à Evgueni Preobra-

jenski, à Gueorgui Piatakov, Ivar Smilga, assassinés en 1937 par les stali- niens ; à Lev Sedov, Erwin Wolff, Rudolf Klement, assassinés en 1938 par les stali- niens ; à Léon Trotsky, assassiné en 1940 par un agent de Staline ultérieurement hébergé par Castro ; à Christian Rakovsky, assas- siné en 1941 par les stali- niens ; à Jean Meichler, Pierre Guéguen et Marc Bourhis, assassinés en 1941 par les nazis ; à Léon Lesoil, Henrik Sneevliet, assassinés en 1942 par les fascistes ; à Marcel Hic, Pantelis Poulion- poulos, Joseph Jacobovic, Franz Kascha assassinés en 1943 par les fasc- istes ; à Pietro Tresso, Jean Reboul, Abram Sadek, Maurice Sieglman, assassinés en 1943 par les stali- niens ; à Abraham Leon, assassiné en 1944 par les nazis ; à Tha-Thu-Thau, assassiné en 1946 par les stali- niens ; à Joseph Kalandra, assassiné en 1950 par les stali- niens... est de reprendre leur combat, de défendre fermement le programme de l'Internationale communiste du vivant de Lénine et de la 4<sup>e</sup> Internatio- nale du vivant de Trotsky.

## **La 4<sup>e</sup> Internationale est liquidée en 1949-1952 sous la pression du stalinisme**

Mais la 4<sup>e</sup> Internationale ne devient pas une organisation de masse, telles la 2<sup>e</sup> ou la 3<sup>e</sup>. L'assassinat, par la réaction, de Trotsky et de nombre de cadres et de militants aguerris de la 4<sup>e</sup> Internationale avant et pendant la deuxième guerre mondiale constitue un obstacle majeur à la compréhension de la situation d'après-guerre par la direction aguer- rie de la section américaine et la jeune direction européenne de la 4<sup>e</sup> Internationale reconstituée. Elles nient toutes deux la stabilisation poli- tique et la reprise de l'accumulation du capital à la fin des années 1940 car celles-ci leur semblent contredire le pronostic de l'impasse du capi- talisme. La puissance internationale du stalinisme, auréolé à la fois de la victoire de la révolution russe, du combat victorieux contre le nazisme et de la résistance armée contre les fascistes, est un autre obstacle consi- dérable.

Dès lors, la bourgeoisie et ses projections dans le mouvement ouvrier constituées par les directions traîtres des partis politiques ouvriers bourgeois et des syndicats exercent sur la 4<sup>e</sup> Internationale une pression énorme qui conduit certains de ses cadres à abandonner le programme communiste et à chercher des raccourcis et des substituts à la construc- tion de l'organisation révolutionnaire. Ainsi, la direction Pablo-Mandel- Frank-Maitan de la 4<sup>e</sup> Internationale, confrontée au reflux de la révolution en Europe occidentale et au Japon sous hégémonie américaine et aux expropriations du capital dans les pays d'Europe centrale, en You- goslavie et en Chine sous direction stalinienne, rejette en 1951 le pro- gramme de révolution politique dans les États ouvriers bureaucratés

et de révolution permanente dans les pays dominés, régresse à la « réforme » utopique de la bureaucratie dans les États ouvriers dégénérés, aux « réformes de structure » dans les pays impérialistes et au « front unique antiimpérialiste » avec la bourgeoisie nationale dans les pays capitalistes dominés.

Comme toute organisation révolutionnaire, la 4<sup>e</sup> Internationale ne se laisse pas liquider facilement. Le Secrétariat international pabliste expulse en 1952 la section française (PCI) qui résiste au cours pro-stalinien sous l'impulsion de Bleibtreu depuis 1950. La révolution bolivienne de 1952 et la révolution allemande de 1953 confirment entièrement le programme bolchevik-léniniste. Mais Pablo persiste et s'en prend aux sections américaine et britannique, ce qui entraîne la scission d'une fraction qui se baptise « orthodoxe » et qui constitue le Comité international de la 4<sup>e</sup> Internationale, en 1953.

### La fraction « orthodoxe » du trotskysme échoue à reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale

Néanmoins, la pression exercée par la bourgeoisie et ses agences dans le mouvement ouvrier continue de s'exercer sur les sections qui ont résisté au pablisme. Le CIQI, tout en réaffirmant la validité du programme de Lénine et de Trotsky, ne tire pas le bilan du « front unique antiimpérialiste » et de la révolution bolivienne, abandonne rapidement le combat contre le révisionnisme pabliste et le centre liquidateur, adopte le fédéralisme et couvre les cours opportunistes de ses membres aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Bolivie, en Argentine, en France...

En ce qui concerne la France, Lambert prend la tête du PCI et exclut Bleibtreu malgré les protestations du CIQI, pour conduire ce qui reste de la section française à une capitulation envers le nationalisme algérien du MNA qui n'a rien à envier au pablisme. Il transforme *La Vérité*, fondé comme hebdomadaire de la Ligue communiste (bolchevik-léniniste) en 1929 en une « revue trotskyste » sans référence d'organisation et publie à sa place le journal *Informations ouvrières* comme « tribune libre de la lutte des classes ». Lambert s'adapte aux bureaucraties « socialistes » de la SFIO, de la FEN et de FO de manière symétrique à l'adaptation des pablistes français aux bureaucraties « communistes » du PCF et de la CGT.

En 1963, le CIQI subit la scission du SWP dirigé par Hansen et du SLATO dirigé par Moreno qui fusionnent avec le SI de Mandel (avec la caution de Cannon) pour constituer le « secrétariat unifié ». Le SUQI soutient sans réserve Castro, la constitution d'une bureaucratie étatique à Cuba en lien avec celle de Moscou. Il va liquider les sections d'Amérique latine dans le castrisme et la guérilla rurale.

La SLL britannique prend la tête de l'opposition au castrisme dans le CIQI mais prétend stérilement qu'il n'y a pas eu de révolution à Cuba, suivie en France par le groupe de Lambert (et VO de Hardy). En 1968, l'OCI se révèle incapable d'intervenir en son nom sur le programme de la révolution prolétarienne, laissant la place aux usurpateurs de la JCR et de VO. Le CIQI ne publie aucune déclaration lors de cet événement crucial, ni après.

En 1971, la SLL britannique scissionne le CIQI avant de rejeter le front unique ouvrier et de pratiquer le front unique anti-impérialiste à son compte, recevant pour cela les subsides de Kadhafi, Hussein, Arafat...

En 1981, le PCI, au lieu de présenter un/e candidat/e à l'élection présidentielle, soutient la candidature de Mitterrand au premier tour en prétendant que son élection constituera une défaite de la bourgeoisie. Après avoir déclaré qu'un gouvernement de front populaire pouvait choisir une autre voie que la collaboration de classe, le PCI embrasse ouvertement le réformisme (sous l'appellation de « ligne de la démocratie ») et son corollaire en termes de parti, l'unité organique avec les réformistes (la « transition dans le parti »). Lambert, Cambadélis et Gluckstein excluent Just qui, après s'être opposé au vote Mitterrand en 1981 (sans en appeler aux militants), a fait connaître en 1984 son hostilité au tournant ouvertement réformiste. Exclu, Stéphane Just fonde en 1984 avec une poignée de militants le Comité (d'où sont issus le CCI(T) et le GB, ainsi que le GCPOR et un pseudo « Comité » dont les dirigeants ont rejoint le PdG social-patriote, comme nombre d'anciens lambertistes). Lambert, Cambadélis et Gluckstein fondent en 1985 un MPPT qui dénonce « les solutions extrêmes ». Le PCI perd en 1986 le contrôle de l'UNEF au profit du PS. Le PCI entraîne l'essentiel de son regroupement international (QICIR) dans le révisionnisme et la liquidation. Par exemple, l'organisation canadienne se dissout dans le NPD, l'organisation brésilienne se rapproche de Lula au moment même où une aile du PT se rebiffe et l'organisation algérienne s'acoquine avec les islamistes du FIS.

En outre, si le SU d'après 1963, sous la houlette de Mandel, présente un caractère éclectique et fédératif, de nombreuses organisations nationales, dont celles issues du CIQI, héritent quant à elles de l'exemple perversi des partis staliniens (et du mythe d'un Parti bolchévique monolithique). Leurs petits appareils échappent ainsi au contrôle de la base et le chef suprême échappe lui-même au contrôle de l'appareil. Cela leur permet d'entretenir des relations, dans le dos des militants et de la classe ouvrière, avec les bureaucrates, la franc-maçonnerie, les chefs nationalistes ; voire les dictateurs anti-ouvriers des pays dominés. La construction de l'internationale, au lieu d'être le premier moteur de l'orientation communiste, ne sert en général que d'appui mercenaire au plus gros groupe national. La calomnie et la violence sont utilisées systématiquement par Healy et par Lambert contre leurs opposants.

## Les partis sociaux-patriotes n'ont pas disparu

Les partis « réformistes » ne sont pas des partis qui font des réformes comme le prétendait Lambert (et comme le répète la tendance CLAIRE du NPA). Ce sont des partis qui, malgré leur origine ouvrière, mènent une politique capitaliste, ont un programme bourgeois. Ils n'ont aucun programme ni théorie qui leur soient propres. Comme il leur faut une idéologie pour habiller leur ralliement à la classe dominante, ils empruntent, suivant les circonstances, au keynésianisme du 20<sup>e</sup> siècle, au « socialisme » étatique et au libéralisme politique du 19<sup>e</sup> siècle, au républicanisme du 18<sup>e</sup> siècle, voire au christianisme...

Les partis politiques « réformistes » de toutes les origines sont complétés par les bureaucraties sociales-patriotes des syndicats qui leur sont souvent liées. Dans certains cas, comme en Grande-Bretagne et au Brésil, ce sont même les syndicats qui sont à l'origine du parti politique ouvrier. Parfois, les appareils syndicaux sont liés à des partis politiques bourgeois, comme les appareils de l'AFL-CIO américaine, de la CGT argentine, de la GSEE grecque... (c'est partiellement le cas de la bureaucratie FO en France).

Dans tous les cas, elles sont des agences de la bourgeoisie chez les travailleurs et les jeunes. Autrefois, elles s'attribuaient abusivement les concessions obtenues par la lutte de la classe ouvrière. Aujourd'hui, elles collaborent, au nom de l'intérêt national et de la menace étrangère, à la flexibilité et aux licenciements, aux baisses des salaires et des pensions. En contrepartie, elles réclament des subsides et des postes grassement rétribués dans la cogestion, ce que certaines fractions de la bourgeoisie envisagent d'économiser en recourant directement au bonapartisme, voire au fascisme.

Depuis 1914, rien ne sépare le travaillisme bourgeois (qui domine en Grande-Bretagne ou en Australie) de la sociale-démocratie prétendument marxiste (qui domine en l'Allemagne ou en Autriche). À partir de 1933, la différence essentielle entre le réformisme travailliste ou social-démocrate et le « communisme » stalinien réside dans le fait que leur égale soumission à la bourgeoisie s'effectue de manière directe dans le premier cas tandis que celle passe par le relais de la bureaucratie de l'URSS dans le second cas. Cette dernière nuance est abolie avec le rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine par les bureaucraties étatiques staliniennes, même si certains vestiges organisationnels de la galaxie stalinienne, totalement isolés et coupés des masses et de leurs luttes, continuent à faire allégeance aux impérialismes émergents de la Russie et de la Chine.

Pourtant, la plupart des organisations et groupes qui se réclament du trotskysme en France font passer le PCF pour différent du PS et reprochent au premier de s'allier avec le second. Les communistes accusent les uns

comme les autres de s'allier à la bourgeoisie au lieu de s'unir contre la bourgeoisie.

À partir de 1989, l'appareil international du stalinisme se disloque. Certaines composantes disparaissent, d'autres rejoignent l'écologisme politique ou le fascisme, d'autres enfin tentent de monnayer leur expérience contrerévolutionnaire auprès de la classe dominante avec l'appui de fractions de la sociale-démocratie traditionnelle (comme celles d'Oskar Lafontaine et de Jean-Luc Mélenchon) ainsi que de centristes issus de la destruction de la 4<sup>e</sup> Internationale : c'est le cas du Synaspismos-Syriza en Grèce, de Die Linke en Allemagne, du PCF en France, du PRC en Italie, du PCE-IU en Espagne...

Alors que PS et PCF sont en partie discrédités auprès des masses, un ancien ministre de la 5<sup>e</sup> République, à la tête d'une fraction du PS, a constitué en 2009 le « Parti de gauche », avec le renfort d'anciens trotskystes défrqués de l'ex-PCI (et du Comité). Pour le PdG, le capitalisme n'est pas en cause. Un simple changement de politique française suffirait à résoudre la crise mondiale du capitalisme: en l'occurrence, comme pour le PCF, moins de libéralisme et de libre-échange, plus de nationalisation avec indemnités et de protectionnisme réactionnaire. Le PdG voue, comme le PS, la plus grande admiration au social-impérialiste Mitterrand et, comme le PCF, au général De Gaulle. Dans les faits, comme les autres partis sociaux-patriotes, le PdG défend totalement l'impérialisme français et ne cache même pas qu'il veut renforcer la police et l'armée bourgeoises. Le Front de gauche, le petit front populaire constitué par le PCF et le PdG avec des fractions du NPA, le PCOF maoïste, des « souverainistes » et des « écologistes », se présente à la bourgeoisie française comme « *le recours* » (Mélenchon, 1<sup>er</sup> mars 2013) en cas de situation révolutionnaire.

L'appareil stalinien international, déjà ébranlé par les dissensions entre bureaucraties étatiques (Yougoslavie, Chine, Albanie...) a éclaté avec la disparition de la bureaucratie de l'URSS et de la Chine. Cependant, l'héritage chauvin et réactionnaire du stalinisme pèse toujours sur le mouvement ouvrier.

À l'échelle mondiale, les partis qui survivent jouent un rôle crucial dans la division des rangs ouvriers et la collaboration de classes. Ainsi, en Grèce, tout en approuvant tous les « journées d'action » contre la grève générale et le gouvernement ouvrier et paysan, ils se partagent entre des concessions à l'UE et le chauvinisme grec exacerbé, faisant tous le jeu des fascistes. Ainsi, au Maghreb et au Machrek, si tous défendent l'armée et se rallient à l'assemblée constituante contre la révolution socialiste, ils oscillent entre la nostalgie du nationalisme panarabisme, le ralliement au nationalisme islamiste, la conversion en parti « démocrate »

pro-impérialiste. Au Népal, ils ont tous participé au gouvernement d'union nationale quand la monarchie s'est effondrée sous la pression révolutionnaire des masses paysannes et citadines. Si l'un des partis maoïstes l'a quitté, c'est uniquement parce que l'armée bourgeoise n'intègre pas les troupes de la guérilla qu'elle conduisait.

En France, le legs empoisonné du stalinisme se retrouve non seulement dans les groupes qui se réclament de Staline et de Thorez (PRCF, URCF, etc.) mais dans le PCF et le PdG, la bureaucratie FSU et CGT, et aussi, sous des formes diverses, dans la ligne ou le fonctionnement de LO, du NPA, du POI et de multiples sectes.

## Démasker le centrisme et les épigones de feu la 4<sup>e</sup> Internationale

Il n'y a plus de centre international trotskyste depuis longtemps, il n'y a plus aucune section qui ait survécu : par conséquent, la 4<sup>e</sup> Internationale est définitivement morte et ne saurait pas plus être reconstruite que les internationales antérieures. Le prolétariat est totalement privé de direction révolutionnaire et la voie est libre pour la restauration du capitalisme en RDA en 1989, en URSS en 1991, en Chine en 1992... qui vont aggraver le désarroi politique de la classe ouvrière mondiale et libérer la plupart des partis ouvriers bourgeois qui subsistent, comme le PCF et le PS en France, de toute référence au socialisme.

Aujourd'hui, dans le monde entier, les révisionnistes renforcent les bureaucraties. En France, c'est par milliers que les « trotskystes » encadrent CGT, FO, Solidaires, FSU, UNSA, UNEF ainsi que PS et PdG.

La LCR s'est liquidée en 2009 dans le NPA, abandonnant toute référence même formelle au trotskysme, prétendant réconcilier anarchistes, pacifistes, écologistes, féministes, apparaissant comme le parti « des luttes » tous azimuts. En fait, le NPA s'intègre aux bureaucraties de Solidaires, de la FSU et de la CGT. Par conséquent, il soutient leurs « journées d'action » contre la grève générale et fait comme elles confiance à l'ONU. La direction de la LCR, forte de succès médiatiques et électoraux, croyait le moment venu de prendre la place du PCF. Elle n'appréhendait pas que le lancement du PdG et la constitution du « Front de gauche » allaient accorder un sursis au PCF moribond. Le NPA a connu scission sur scission de fractions de l'ex-LCR qui rejoignent le Front de gauche.

LO s'intègre de plus en plus à la bureaucratie de la CGT. La direction de LO continue à enfermer les travailleurs dans la lutte « boîte par boîte », soutient toutes les diversions des bureaucraties syndicales, combat la grève générale, renvoie aux calendes toute perspective politique centrali-

sée. LO est entrée dans les fronts populaires municipaux du PCF avec les débris bourgeois PRG et MRC dès le premier tour des élections locales de 2008.

Le POI (ex-PT), issu de la liquidation du PCI en 1991, est un minuscule parti qui prétend grotesquement réaliser l'unité en son sein des anarchistes, des staliniens, des sociaux-démocrates et des trotskystes. En fait, il est intégré à la bureaucratie syndicale de FO. C'est pourquoi le POI soutient toutes les initiatives de FO et a adopté le plus petit dénominateur commun de tous les bureaucrates : le crétinisme parlementaire et le chauvinisme. Ce qui le distingue est qu'il est encore plus hostile à l'UE que le PCF et le PdG. Pour le POI, l'ennemi principal n'est pas dans notre pays ; il est à Bruxelles et à Washington. Pour le POI, tous les problèmes proviennent non du capitalisme mondial et des exigences locales de la bourgeoisie française, mais de l'UE ou du FMI.

Le POI, le NPA et LO vivent de plus en plus, comme le PCF, le PdG, le PS et toutes les organisations syndicales, des prébendes de l'État bourgeois.

La caractéristique commune au PdG, à LO et au NPA est d'être des obstacles à la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Ils dévoient la recherche, par une fraction avancée de la classe ouvrière et de la jeunesse, d'une alternative au PS, d'une solution radicale, en couvrant sur leur gauche les appareils contre-révolutionnaires. Ils apportent, chacun à sa manière, un renfort aux directions traditionnelles (syndicales et politiques) qui, sans leur aide, auraient beaucoup plus de mal à contenir et contrôler les mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Prétendre rétablir l'unité avec le réformisme ou une partie du réformisme sans avoir liquidé les bureaucraties ouvrières revient à capituler devant les sociaux-patriotes, à renoncer à défendre le programme communiste, à s'opposer à la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire. C'est ce qu'ont fait le « centrisme » de 1914-1923 incarné par Kautsky puis d'innombrables courants finissant eux aussi par se rallier au réformisme comme la Gauche révolutionnaire de Pivert en France dans les années 1930. C'est ce qu'a fait, à son échelle, la direction Lambert de l'OCI-PCI, en lien avec la bureaucratie sociale-démocrate européenne et les bureaucraties syndicales de la FEN et de FO, contribuant dans les années 1970 à construire le PT au Brésil, reconstruire le PS en France, le PSP au Portugal, le PSOE en Espagne, en tentant de reconstruire le PSP en Pologne, puis en liquidant dans les années 1980 le PCI au profit du MPPT-PT-POI. C'est ce que font aussi tous les centristes qui prétendent qu'il faut construire des partis fourretout comme le NPA ou le POI, non délimités du réformisme, du social-patriotisme et du social-impérialisme.

C'est ce que font les sectes maoïstes et néostaliniennes nostalgiques du temps où Staline et son adjoint Thorez pouvaient faire avaler le front populaire et le soutien à De Gaulle aux travailleurs, mais aussi les opportunistes de La Riposte et de LO qui veulent sauver le PCF et faire revivre à l'ancien parti stalinien un âge d'or jamais précisé et de toute façon révolu.

### Préparer la révolution socialiste

Nous construisons le parti ouvrier révolutionnaire à l'échelle mondiale. Intervenant dans un pays impérialiste, nous avons pour tâche particulière de défendre avec vigueur la partie étrangère de notre classe et la responsabilité de nous opposer à toute intervention militaire contre un pays dominé, quelque soit son gouvernement. Nous condamnons fermement la neutralité du « Comité » dirigé par Lombard et Mélusine (membres aujourd'hui du PdG) lors de l'attaque de la Serbie par l'OTAN en 1999. Notre ligne est : avec les pays dominés contre l'impérialisme, quel que soit leur régime ; avec les masses des pays dominés contre leurs régimes bourgeois.

Avec le développement de la crise actuelle du capitalisme, d'importantes mobilisations se produisent et se produiront. Le mouvement des masses a montré au cours de l'histoire sa capacité à s'organiser par lui-même (commune de Paris de 1871, soviets russes de 1905 et 1917, conseils ouvriers et de soldats allemands de 1918, conseils d'usine italiens de 1919, conseils ouvriers hongrois de 1956, cordons chiliens de 1973, shoras iraniens de 1979, assemblée populaire bolivienne d'El Alto de 2005, commune mexicaine d'Oaxaca de 2006...). Mais pour que ses potentialités se réalisent pleinement, l'action du parti révolutionnaire est indispensable.

Nous ne sommes pas le parti qui réconcilie réformisme et révolution, nous construisons le parti communiste révolutionnaire. Nous ne sommes pas le parti « des luttes », nous mènerons la lutte de classe du prolétariat jusqu'au bout.

Contre la dispersion et la confusion, nous poursuivrons le regroupement sur la base du programme communiste que nous avons initié à l'échelle internationale et nationale, en nous adressant aux militants, fractions et organisations qui cherchent la voie de la révolution prolétarienne mondiale.

Vivent les conseils des travailleurs !

Vive la dictature du prolétariat !

Vivent les États-Unis Socialistes d'Europe !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Vive le communisme !

# Statuts du Groupe marxiste internationaliste

## **Notre organisation communiste sera démocratique et internationaliste**

Le Groupe marxiste internationaliste est membre à l'échelle internationale du Collectif révolution permanente. Il regroupe en France les militants communistes qui combattent à la mesure de leurs moyens sur son orientation et sous sa discipline. Les militants contribuent financièrement à son fonctionnement en fonction de leurs ressources financières (25 % des cotisations sont versées à l'organisation internationale).

Paradoxalement, alors que le niveau culturel et technique du prolétariat de ce pays n'a jamais aussi été élevé, le niveau politique et théorique du mouvement ouvrier s'est effondré. Cela redouble la responsabilité d'éducation marxiste de l'organisation communiste. La formation initiale des militants a lieu dans le cadre d'un « groupe d'études révolutionnaires » dont le programme est national et qui combine exposés, lectures personnelles et intervention militante. La formation continue est assurée par des rapports dans les cellules et par des « journées d'études » régionales, nationales ou internationales.

Les militants déterminent l'orientation de l'organisation par scrutin majoritaire en votant à main levée lors des conférences qui se tiennent au plus tous les deux ans (si possible, chaque année). Ils élisent à cette occasion à bulletin secret la direction nationale qui anime l'organisation entre deux conférences.

La cellule locale de l'organisation désigne sa/son secrétaire, décide de l'intervention de ses membres et la contrôle (mais l'intervention dans les instances nationales des syndicats ou d'autres organisations est aussi soumise au contrôle de la direction nationale), recrute de nouveaux membres (en outre, l'adhésion individuelle d'anciens responsables d'autres organisations et l'adhésion collective en provenance d'autres organisations est soumise à l'approbation de la direction nationale).

Les militants rejoignent, sous le contrôle de leur cellule, le syndicat le plus important de leur profession ou de leur site de travail. Aucune res-

ponsabilité nationale ne peut être prise dans un syndicat ou une autre organisation de masse sans une fraction ou un regroupement significatif préalable.

Dès que le recrutement de jeunes sera suffisant, nous créerons une organisation de jeunesse communiste qui sera dotée d'une réelle autonomie.

L'organisation communiste n'est, au mieux, que tolérée par l'État bourgeois. Par conséquent, notre fonctionnement doit tenir compte de la sécurité de l'organisation et de ses membres face à la police et aux fascistes.

Les militants disposent en permanence d'un bulletin interne. Ils ont le droit de se rencontrer et aussi de constituer une tendance ou une fraction à tout moment sur une base politique explicite. Une tendance ou fraction peut faire appel d'une décision d'orientation ou d'organisation de la direction nationale au Collectif révolution permanente.

L'organe de l'organisation est *Révolution communiste*, qui est publié, si possible, 5 fois par an. Il est avant tout un outil de construction du GMI, exprimant son analyse et son orientation sous des formes variées : éditorial de la direction, déclarations internationales et nationales, articles divers, résolutions et interventions syndicales, comptes-rendus de luttes, témoignages, entrevues... L'organe est placé sous le contrôle de la direction nationale qui est donc aussi un comité de rédaction. Il est systématiquement vendu par les militants sur leur lieu de travail ou d'études, dans les manifestations, lors des interventions dans d'autres organisations. Il est complété par un site internet et la publication de brochures, sous le contrôle de la direction nationale.

21 mai 2013



Prise de parole d'un militant du GMI, Reims, 12 mai 2024

# Présentation de l'organe du Groupe marxiste internationaliste

## Pourquoi Révolution communiste ?

*Révolution communiste* remplace désormais *Combattre pour en finir avec le capitalisme* (2006-2013) et *Révolution socialiste* (2002-2013). Après un an de discussion et d'activité en commun, lors de leur conférence nationale des 27 et 28 avril, les militants du Comité communiste internationaliste (trotskyste) et du Groupe bolchevik ont décidé de se fondre en une seule organisation, le Groupe marxiste internationaliste, affilié internationalement au Collectif révolution permanente. La base de la fusion est une plateforme politique, *Pour le communisme, pour en finir avec le capitalisme*, discutée démocratiquement durant plusieurs mois, amendée et adoptée par la 1<sup>re</sup> conférence du GMI.

Notre drapeau est le seul drapeau rouge, celui des révolutionnaires de 1848, des communards de 1871, de la révolution russe de 1917, de la grève générale de 1968.

Le Groupe marxiste internationaliste oeuvrera à regrouper l'avant-garde à partir des militants, des courants et des organisations qui ressentent la nécessité de l'internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays. Depuis la destruction politique et organisationnelle par le stalinisme de l'Internationale communiste, il n'y a plus d'internationale ouvrière révolutionnaire à influence de masse. La liquidation irréversible de la 4<sup>e</sup> Internationale, sous la pression du même stalinisme, a aggravé la crise de direction de la classe ouvrière. Partout, il manque aux travailleurs un parti qui leur permette de s'unir et d'arracher le pouvoir des mains de la classe capitaliste.

Tant qu'un tel parti n'est pas construit, le prolétariat restera en butte aux trahisons des agents « réformistes » de la bourgeoisie (PS, PCF, PdG ; appareils de la CGT, de FO, de l'UNSA, de Solidaires... ) et de leurs adjoints centristes (LO, NPA, POI...). Tous les partis « communistes », « sociaux-démocrates », « socialistes » et « travaillistes » du monde divisent les travailleurs et les soumettent à la classe dominante au nom de la « citoyenneté » et de la « nation » ,

canalisent les aspirations populaires dans des élections mystificatrices, gouvernent au compte des capitalistes dans le cadre de l'État bourgeois, mènent ou approuvent les guerres impérialistes de leur bourgeoisie, persécutent les travailleurs migrants...

Les bureaucraties corrompues qui contrôlent les syndicats négligent les plus exploités, sabotent les luttes ouvrières et jeunes par des « journées d'action » stériles et des grèves isolées, négocient les plans patronaux et gouvernementaux contre les acquis et les revendications, cogèrent les firmes et les établissements publics...

Or, le capitalisme est dans un déclin irréversible qu'aucune politique économique, qu'aucune élection, qu'aucun aménagement de l'État bourgeois (type « 6<sup>e</sup> République »), qu'aucun sauveur suprême ne peut enrayer. Le maintien de la domination de la société par la petite minorité de capitalistes assoiffés du travail des ouvriers et des employés entraîne l'humanité vers la catastrophe et la barbarie par le gaspillage, le militarisme, la destruction de l'environnement, la crise économique, le nationalisme, le cléricanisme, le racisme, le fascisme et la guerre.

Jamais l'écart n'a été aussi grand entre les possibilités culturelles, scientifiques et techniques de l'humanité et le sort du plus grand nombre fait d'aliénation, d'exploitation, de discrimination et de précarité. Jamais l'écart n'a été aussi grand entre d'une part les luttes incessantes des travailleurs et des opprimés, leur aspiration à en finir avec l'exploitation et d'autre part la couardise et la corruption des bureaucraties des organisations de masse des travailleurs, tant partis que syndicats, qui prêchent aux masses le patriotisme, la collaboration de classe, le respect de l'État bourgeois et le pacifisme.

Pour que l'humanité survive et que les êtres humains s'épanouissent, le prolétariat doit renverser le capitalisme, exproprier les groupes capitalistes, détruire de fond en comble son État, disperser par la force ses bandes armées, étendre la révolution socialiste au monde entier.

Pour accomplir cette grandiose tâche historique, pour abolir la propriété privée des moyens de production, les confier à la société sous la forme d'un plan conscient, les travailleurs doivent ériger leurs conseils et disposer d'un parti communiste internationaliste basé sur la théorie et la stratégie communistes de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Un tel parti ne peut prendre la tête de l'insurrection que s'il obtient au préalable la confiance de la classe ouvrière par l'intervention dans la lutte des classes, l'activité syndicale contre les bureaucraties corrompues, la formulation de revendications transitoires et de tactiques de front unique ouvrier, le soutien sans réserve à toutes les formes d'auto-organisation (assemblée générale qui décide de l'action, comités de

grève élus et révocables, coordinations nationales...) et d'auto-défense des masses (contre la police, les hommes de main des patrons et les fascistes).

Travailleuse, travailleur, jeune, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire et du parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, pour l'expropriation des exploités, pour le règne des producteurs associés, rejoins le Groupe marxiste internationaliste et le Collectif révolution permanent !

Vivent les conseils de travailleurs ! Vive la dictature du prolétariat ! Vivent les États-Unis socialistes d'Europe ! Vive la révolution socialiste mondiale ! Vive le communisme !

21 mai 2013



Manifestation pour Gaza, Nantes, 3 février 2024

# Déclaration du premier mai du Groupe marxiste internationaliste

## **Pour les revendications ouvrières et le gouvernement ouvrier !**

Hollande et son gouvernement avaient promis la reprise. Il n'y a pas de reprise, mais une dégradation continue de la situation : 23 mois consécutif de hausse du chômage. 3 224 600 chômeurs officiels, plus de 9 millions en comptant tous ceux qui sont sortis des statistiques, en contrats aidés, au RSA, etc. Ils promettent aujourd'hui que la courbe du chômage va s'inverser, que les « outils » sont là. Mais de quels outils parlent-ils ? Des cadeaux aux entreprises sous forme des crédits d'impôts, des petits boulots sous forme de contrats d'avenir, de la loi reprenant l'accord ANI sur la flexibilisation de l'emploi facilitant les licenciements, aggravant les conditions de travail, diminuant les salaires ou imposant la mobilité. Tous les outils sont là pour les patrons, et pourtant la crise continue et s'amplifie. Comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, au Royaume Uni...

Malgré les promesses de Hollande et les rodomontades de Montebourg, ArcelorMittal de Florange et Pétroplus de Petit-Couronne viennent de fermer, PSA d'Aulnay est promis à la fermeture comme Goodyear d'Amiens Nord... autant d'usines où les travailleurs se sont battus avec ténacité, mais sont restés isolés. Par exemple, à PSA, les dirigeants syndicaux n'ont jamais appelé à la grève totale de tout le groupe ni à la grève totale de tout le secteur automobile quand Renault et tous les équipementiers sont également touchés, laissant s'épuiser, seuls, les travailleurs d'Aulnay.

Par contre les dirigeants syndicaux ont tous discuté à la demande du gouvernement les exigences du Medef sur la flexibilité de l'emploi, débouchant sur l'accord ANI. Certains, CFDT, CFTC et CFE-CGC le signant et FO et la CGT le condamnant, sans demander le retrait du projet de loi, mais appelant les parlementaires, tous les parlementaires, à l'amender dans un sens positif. Le 9 avril la loi a été votée sans changement avec l'appui tacite de la quasi-totalité des députés UMP qui s'est abstenue. Hollande s'est ainsi félicité du dialogue social et des progrès qu'il permet d'accomplir. Le même dialogue social doit s'ouvrir très prochainement pour préparer une nouvelle attaque contre les retraites, sans pourtant qu'aucun dirigeant syndical n'appelle à le boycotter.

Les travailleurs et la jeunesse voient que Hollande et son gouvernement font tout ce qu'ils peuvent pour satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Celle-ci prend, mais en veut toujours plus. Elle sait que des mesures beaucoup plus dures contre les salariés doivent être prises pour tenter de restaurer son taux de profit. Tirant bénéfice du désarroi des salariés, elle a commencé à rameuter ses troupes en manifestant contre le droit au mariage pour tous et en utilisant l'abri de la réaction cléricale. C'est un galop d'essai. Le 26 mai, l'UMP appelle à une manifestation nationale pour avancer son programme : remplacer les CDI par des contrats de mission, supprimer les indemnités chômage au bout de 6 mois...

Le Front de gauche convoque le 5 mai une « marche citoyenne » à Paris sous le mot d'ordre « Du balai ! Qu'ils s'en aillent tous ! ». Fort bien, mais par quoi les remplacer ? Par une « 6e République dont une Assemblée constituante serait chargée de préparer les contours ». Autrement dit, ni plus ni moins qu'un replâtrage de l'État bourgeois pour demain, et pour aujourd'hui, une pression sur Hollande dont Mélenchon se verrait bien le premier ministre !

Mais les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont, elles, urgentes et totalement incompatibles avec le maintien du gouvernement Hollande, qui se dresse contre eux :

Du travail pour tous. Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements !

Rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Rétablissement de la retraite pleine à 37,5 annuités !

Pas un centime pour rembourser la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, commerciaux et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !

Régularisation des travailleurs et jeunes étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !

Retrait immédiat des troupes françaises du Mali et de toutes les zones où elles interviennent !

Contre la police, les groupuscules fascistes, autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires...

Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis de la bourgeoisie qui se disposent pour affronter directement la classe

ouvrière. Elles appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en oeuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et organise la société en fonction des immenses besoins de la population et non plus du profit de quelques uns. Bref, à une révolution sociale. Cette république des travailleurs, et non pas la 6e république bourgeoise, rompra avec l'Union européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire.

1<sup>er</sup> mai 2013



Stand du GMI, Presles, 27 mai 2022

# RÉVOLUTION COMMUNISTE

*Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers. (Trotsky, 1929)*



Bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI



2273-8762

Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

**ARTP**  
**AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne**  
**F-75011 PARIS**

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,  
français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site de l'EKIB/Turquie : [patronsuzdunya.com](http://patronsuzdunya.com)

Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI/France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

Site de l'IKC/État espagnol : [lkirklo.org](http://lkirklo.org)

Site d'OR/Argentine : [octubrerojoorg.wordpress.com](http://octubrerojoorg.wordpress.com)



Après un an de discussion et d'activité en commun, lors de leur conférence nationale des 27 et 28 avril 2013, les militants du Comité communiste internationaliste (trotskyste) et du Groupe bolchevik ont décidé de se fondre en une seule organisation, le Groupe marxiste internationaliste, affilié internationalement au Collectif révolution permanente. La base de la fusion est cette plateforme politique. Le GMI œuvrera à regrouper l'avant-garde à partir des militants, des courants et des organisations qui ressentent la nécessité de l'internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays. En effet, depuis la destruction politique et organisationnelle par le stalinisme de l'Internationale communiste, il n'y a plus d'internationale ouvrière révolutionnaire à influence de masse. La liquidation irréversible de la 4<sup>e</sup> Internationale, sous la pression du même stalinisme, a aggravé la crise de direction de la classe ouvrière. Partout, il manque aux travailleurs un parti qui leur permette de s'unir et d'arracher le pouvoir des mains de la classe capitaliste.

Tant qu'un tel parti n'est pas construit, le prolétariat restera en butte aux trahisons des agents « réformistes » de la bourgeoisie (PS, PCF, PdG ; bureaucraties de la CGT, de FO, de l'UNSA, de Solidaires...) et de leurs adjoints centristes (LO, NPA, POI...). Tous les partis « communistes », « socialistes » et « travaillistes » divisent les travailleurs et les soumettent à la classe dominante au nom de la « citoyenneté » et de la « nation », canalisent les aspirations populaires dans des élections mystificatrices, gouvernent au compte des capitalistes dans le cadre de l'État bourgeois, mènent ou approuvent les guerres impérialistes de leur bourgeoisie, persécutent les travailleurs migrants. Les bureaucraties corrompues qui contrôlent les syndicats négligent les plus exploités, sabotent les luttes ouvrières et jeunes par des « journées d'action » stériles et des grèves isolées, négocient les plans patronaux et gouvernementaux contre les acquis et les revendications, cogèrent les firmes et les établissements publics quand l'occasion leur en est donnée...

Pour que l'humanité survive et que les êtres humains s'épanouissent, le prolétariat doit renverser le capitalisme, exproprier les groupes capitalistes, détruire de fond en comble son État, disperser par la force ses bandes armées, étendre la révolution socialiste au monde entier. Pour accomplir cette grandiose tâche historique, pour abolir la propriété privée des moyens de production, les confier à la société sous la forme d'un plan conscient, les travailleurs doivent ériger leurs conseils et disposer d'un parti communiste internationaliste basé sur la théorie et la stratégie communistes de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Un tel parti ne peut prendre la tête de l'insurrection que s'il obtient au préalable la confiance de la classe ouvrière par l'intervention dans la lutte des classes, la formulation de revendications transitoires, des tactiques de front unique ouvrier, la participation à l'auto-organisation et à l'autodéfenses des masses.